

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 43 (2016)
Heft: 5

Artikel: Politique : la Genève internationale résiste à la concurrence
Autor: Herzog, Stéphane
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911786>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La Genève internationale résiste à la concurrence

L'accueil d'organisations internationales attise de nouveaux appétits mondiaux.

Chère et engorgée, Genève ne perd pourtant rien de son attrait. Près d'un milliard de francs seront investis pour des travaux de rénovation des bâtiments onusiens.

STÉPHANE HERZOG

Comment une ville-canton de seulement 500 000 habitants peut-elle être à ce point privilégiée par les nations du monde entier comme lieu de rencontres? Autre question: cette situation exceptionnelle perdurera-t-elle dans le temps, dans un contexte de cherté de la vie en Suisse, sur un territoire où «les possibilités de logement à proximité du lieu de travail sont très limitées, où le réseau routier souffre d'une saturation notoire, sans oublier une faiblesse de l'offre en transports publics», selon les termes d'une analyse publiée fin 2015 par l'Observatoire de la Fondation pour Genève.

Paradoxe, soulignent les auteurs de ce texte, «alors même que la densité d'acteurs dans la Genève internationale n'a jamais été aussi grande, la question de la capacité de Genève à rester, avec New York, un des deux centres majeurs de la gouvernance internationale se pose régulièrement et avec insistance». La concurrence vient d'Asie, notamment, où des pays exigent leur part de gâteau pour accueillir sur leur sol les organisations internationales (OI).

L'attrait de la densité diplomatique

«Je suis optimiste», réagit Guy Mettan, directeur du Club suisse de la presse, qui voit trois raisons principales à la stabilité de cette place face aux appétits de villes comme Budapest, Abu Dhabi, Nairobi ou encore Songdo, en Corée du Sud. «Primo, Genève a élargi

et favorisé depuis 15 ans l'accueil de missions diplomatiques. Or c'est le nerf de la guerre, car l'installation d'une ambassade coûte cher et les pays choisissent le meilleur endroit, le plus dense diplomatiquement, où envoyer leurs représentants.» Les chiffres confirment cette analyse. Ces dix dernières années, Genève a accueilli 20 nouvelles missions permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et d'autres organisations internationales, la ville comptabilisant désormais 175 missions indique le Département présidentiel genevois. En 2013, un groupe d'étude sur la Genève internationale notait 21 délocalisations partielles les cinq dernières années, contre 18 installations. L'équilibre semble donc maintenu.

Une ville deux fois neutre

Deuxième atout du canton, «Genève n'est pas Berne», s'amuse Guy Mettan. «N'étant pas une capitale, la ville ne représente pas une nation. Située dans un pays neutre, elle n'appartient pas non plus à une organisation transnationale et ne peut donc être soupçonnée d'avoir un agenda politique pour l'OTAN ou l'Union européenne. Ainsi, les États membres des Nations unies ne servent pas la soupe à la Suisse en s'y rendant, mais ils défendent leurs intérêts régionaux», continue le directeur du Club suisse de la presse. Alors que les tensions demeurent vives en Ukraine, et que la guerre ensanglante le Proche-Orient,

la double neutralité genevoise continue donc d'assurer au canton une position privilégiée.

En comparaison internationale, indique le rapport de la Fondation Genève, le canton est également le premier centre de gouvernance mondiale, avant New York, au niveau du nombre de conférences et de réunions internationales qui s'y tiennent annuellement, à savoir autour de 2700. «Atteindre ce niveau de diplomatie universelle demanderait des efforts considérables si la Suisse devait aller à Vienne ou Oslo pour jouer ce rôle», résume le conseiller national Carlo Sommaruga (GE/PS).

Crise autour du financement des rénovations

En avril, alors qu'une crise secouait Genève autour de dysfonctionnements de la Fondation pour les organisations internationales (la FIPOI, chargée de piloter les rénovations des bâtiments onusiens), l'avocat avait indiqué dans la presse romande avoir constaté à Berne «une érosion du soutien de la Genève internationale.» Or cet agacement des élus ne s'est pas vérifié au moment de voter les crédits pour des travaux dans la Genève internationale, relève-t-il. En juin, le Parlement genevois a à son tour validé des crédits pour des rénovations (voir ci-contre). Il a aussi décidé au passage de supprimer une autre fondation, la FCIG, dédiée à l'accueil d'organisations non gouvernementales. L'opération a permis de mettre

la main sur des avoirs estimés à 28 millions de francs. L'événement est anecdotique, estime Guy Mettan. Carlo Sommaruga, lui, y voit un signe de désintérêt du canton et de la Confédération pour ces organisations. «Il s'agit de maintenir et de développer à Genève des conditions cadres optimales pour que la société civile et les ONG puissent jouer leur rôle, fondamental pour le bon fonctionnement des institutions onusiennes et de la gouvernance mondiale», défend-il.

L'affaire de la FIPOI étant close, le canton semble prêt à continuer à te-

nir son rôle de «boîte à outils du monde global», comme la nomme Guy Mettan. Le président de la Fondation pour Genève, le banquier genevois Ivan Pictet, semble lui aussi serein. «Même au siècle des communications électroniques ultra rapides, la nécessité subsiste pour les responsables de se rencontrer physiquement et d'échanger leurs vues directement», relève-t-il.

L'homme voit se dessiner deux tendances pour le futur: «Une coopération internationale avec des formes moins rigides que celles mises au point au lendemain de la Seconde

Guerre mondiale.» Et une croissance des partenariats public-privés, citant comme exemple le Fonds mondial, institution financière conçue en 2002 pour accélérer la fin des épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme, et basée à Genève.

STÉPHANE HERZOG EST RÉDACTEUR
À LA «REVUE SUISSE»

La Suisse participe à la rénovation des bâtiments des organisations internationales

Genève et la Suisse consentent à des investissements sans précédent pour consolider les infrastructures appartenant aux organisations internationales.



Le Palais des Nations, avec ses 3000 occupants, constitue le plus gros morceau de ces travaux. Le budget de rénovation des bâtiments de l'Office des Nations unies s'élève à 836,5 millions de francs, dont 400 millions prêtés (sans intérêts) par la Suisse et Genève. Le crédit du Parlement suisse – 292 millions – sera soumis aux Conseil des États cet automne avec les projets de crédits pour l'OMS et le BIT.



La rénovation et l'extension du siège de l'Organisation mondiale de la santé ont été devisées à 250 millions de francs. Les autorités suisses envisagent d'accorder un prêt d'un montant maximal de 140 millions de francs, selon le Département présidentiel genevois (PRE).



Le bâtiment du Bureau international du travail, siège de l'organisation éponyme, est en rénovation depuis 2015. Les coûts totaux ont été devisés à 205 millions de francs. La Confédération planche sur un prêt de 70 millions de francs.



L'Union internationale des télécommunications, dont on a craint un moment le départ, nécessite une rénovation. La Suisse étudie les modalités d'un prêt de 150 millions de francs pour participer au financement de ce projet.



Le bâtiment de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant rouge sera rebâti. La Confédération prévoit un prêt de 59 millions de francs. Le message parlementaire est en cours d'instruction à Berne, indique le PRE.



Enfin, le Conseil fédéral a adopté en avril un message relatif à l'octroi d'un prêt de 9,9 millions de francs pour la rénovation des façades du bâtiment du siège du Comité international de la Croix-Rouge. Ce projet de prêt sera traité par le Parlement suisse cette année.